

S A I N T

P A U L



V E N C E

## BUDGET PRIMITIF 2024

### Note de présentation brève et synthétique

Conseil Municipal du 03 avril 2024

#### Sommaire :

- I. Le cadre général du budget
- II. Référentiel budgétaire et comptable M57
- III. La section de fonctionnement
- IV. La section d'investissement

### I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif pour permettre aux citoyens d'en comprendre les enjeux et sa structure.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2023. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget primitif 2024 sera voté le 03 avril 2024 par le Conseil Municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;

- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de solliciter tous les financements annexes possibles, qu'ils soient publics ou privés. Tout dossier éligible fera l'objet d'une recherche de financement/subvention afin d'alléger le reste à charge pour la Commune.

Sur ce dernier point, il faut préciser que tous les projets ne sont pas éligibles pour la totalité et que l'on doit parfois les « découper » en plusieurs parties pour les rendre éligibles à plusieurs guichets de financement. Cette logique nécessite du temps, des compétences et des agents formés.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

### [Le budget primitif](#)

La construction du budget primitif 2024 s'appuie sur les orientations budgétaires présentées et débattues lors de la séance du conseil du 21 février 2024.

Cette note présente une comparaison du budget voté 2023 (auquel s'ajoutent les décisions modificatives 2023) avec le budget primitif 2024.

Le Budget Primitif 2024 s'élève au total à **19.7 Millions d'euros (M€)**, répartis à raison de **12.8M€** en section de fonctionnement et de **6.9 M€** en section d'investissement.

## **II. [Le référentiel budgétaire et comptable M57](#)**

Après huit années d'expérimentation, la généralisation du référentiel M57 est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 à toutes les collectivités territoriales, et vient en remplacement, pour la Commune, de la nomenclature M14 (Communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale).

Cette nouvelle nomenclature poursuit l'objectif de rendre plus fiables les comptes publics et est un préalable obligatoire à l'élaboration du compte financier unique (CFU).

Ce CFU devrait remplacer, à partir 2027, l'actuelle double présentation des comptes publics locaux à savoir : le compte administratif élaboré par l'ordonnateur (la Commune), et le compte de gestion du comptable public (le Service de Gestion Comptable).

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités des règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions et qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

[Le référentiel M57 « simplifié » pour les collectivités de moins de 3 500 habitants :](#)

➤ Ces collectivités, dont la Commune de SAINT-PAUL-DE-VENTE, ne sont pas soumises à certaines obligations :

- la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) ;
- l'adoption un règlement budgétaire et financier (RBF) sauf si elles optent pour le régime des Autorisations de Programme/Autorisations d'Engagement (AP/AE) des métropoles, ce qui implique d'adopter au préalable un RBF ;
- une présentation croisée nature/fonction des crédits budgétaires ;
- pas de modification des annexes du budget actuellement produites par les communes de moins de 3 500 habitants ;
- la présentation d'un rapport sur la situation en matière de développement durable.

➤ Ces collectivités, dont la Commune de Saint-Paul-de-Vence, bénéficie du cadre budgétaire assoupli du référentiel M57 :

- des possibilités de virement de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;
- une nomenclature budgétaire partagée avec l'ensemble des entités du secteur public local ;

Par délibération n°20.12.2023\_079, la Commune a opté pour le référentiel M57 « développé » afin d'utiliser un plan de compte détaillé.

#### Les principaux changements comptables :

- Chapitres « Dépenses imprévues » ne participent plus à l'équilibre budgétaire des deux sections ;
- Suppression des éléments exceptionnels : la notion de charges et de produits exceptionnels ont été supprimés ;
- Application de l'amortissement au *prorata temporis*, c'est-à-dire à compter de la date de mise en service de l'immobilisation, et non plus en année N+1.

#### Les nouveaux délais :

**Débat sur les orientations budgétaires.** Dans le cadre du nouveau référentiel M57, et pour les communes de 3 500 habitants et plus, le vote du budget primitif doit intervenir dans les 10 semaines qui suivent la tenue du débat sur les orientations budgétaires ([art. L 5217-10-4](#) du CGCT).

**Communication du budget avant le conseil.** Désormais, avec le référentiel M57, le maire doit communiquer au conseil municipal le projet de budget 12 jours au moins avant la réunion du conseil municipal.

### III. La Section de Fonctionnement

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le fonctionnement quotidien.

Il regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

Pour la Commune de Saint-Paul-de-Vence :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (participation famille à la crèche, garderie, cantine et ALSH, redevances d'occupation du domaine public, de stationnement...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions (CAF, CASA, Conseil Départemental, Région Sud...).

La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de **12.8 M€**. Elle est caractérisée par la volonté de maîtriser la dépense publique.

En M14, il était possible de voter des crédits de paiement pour dépenses imprévues pouvant être virés du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres en cas d'insuffisance de crédits.

En M57, ce dispositif est remplacé par la possibilité pour l'exécutif de décider des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre à hauteur d'un plafond fixé par l'assemblée délibérante au plus à 7,5 % des dépenses réelles de chaque section conformément à l'art. L. 5217-10-6 du CGCT. Les chapitres de « Dépenses imprévues » ne participent plus à l'équilibre budgétaire.

Dans le cadre de cette nouvelle règle budgétaire, **l'excédent de fonctionnement** conservé est inscrit **au Chapitre 65 pour 1 789K€**.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à **8.4 M€** et sont financées par des recettes réelles de fonctionnement estimées à **8.9 M€**, dégageant ainsi une épargne brute prévisionnelle de **0.5 M€**.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE	BUDGET VOTE_2023	PROPOSITION BP_2024	Evolution BP2024/Budget voté 2023
011 - Charges à caractère général	2 186 875,72 €	<b>2 177 220,54 €</b>	-0,44%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 710 243,78 €	<b>5 108 918,50 €</b>	8,46%
014 - Atténuations de produits	436 062,04 €	<b>443 500,00 €</b>	1,71%
022 - Dépenses imprévues ( fonctionnement )	515 637,96 €	- €	
023 - Virement à la section d'investissement	3 947 377,40 €	<b>2 233 735,47 €</b>	-43,41%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	318 000,00 €	<b>386 800,00 €</b>	21,64%
65 - Autres charges de gestion courante	637 491,07 €	<b>2 404 018,21 €</b>	277,11%
66 - Charges financières	59 815,00 €	<b>51 240,00 €</b>	-14,34%
67 - Charges spécifiques	1 500,00 €	<b>1 500,00 €</b>	0,00%
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	500,00 €	<b>800,00 €</b>	60,00%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PREVUES</b>	<b>12 813 502,97 €</b>	<b>12 807 732,72 €</b>	<b>-0,05%</b>

**Chapitre 011** - Les charges à caractère général regroupent l'ensemble des dépenses courantes de la commune nécessaires au fonctionnement des services. Elles sont estimées à 2.17M€ contre 2.18 M€ en 2023, soit une baisse de 0.44 %. Elle est caractérisée par la volonté de maîtrise de la dépense publique dans un contexte de décélération de l'inflation.

**Chapitre 012** - Les charges de personnel sont estimées à 5.11M€, soit une hausse de 8.46 % par rapport au BP2023 : inclus la revalorisation du point indice de 5 points sur la rémunération du personnel, l'augmentation des cotisations, de l'assurance statutaire ainsi que de la médecine du travail, et le développement de l'action sociale en faveur des agents municipaux.

**Chapitre 014** - Les atténuations de produits comprennent, notamment, le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC), qui sera directement ponctionné sur le produit des impôts locaux 2024, estimé à 121K€.

De plus, la prévision du reversement du produit de la Taxe de Séjour 2024 à l'EPIC Office de Tourisme (318K€) est inclus dans ce chapitre.

**Chapitre 65** - Les autres charges de gestion courante sont évaluées à 2.4M€. Ce chapitre regroupe les abonnements de redevances de licences logiciels, les subventions de fonctionnement attribuées aux diverses associations, soit pour l'année 2024 (80 520€), la subvention d'équilibre à l'EPIC OT (32 000€), les indemnités et formations des élus, le versement de participations aux syndicats SICTIAM, SDIS 06, SIVOM..., ainsi que l'inscription de l'excédent de fonctionnement conservé (1 789K€). Si on enlève l'excédent de fonctionnement, les autres charges de gestion courante s'élèvent à 611 K€, ce qui représente une baisse de 4.25% par rapport au BP 2023.

**Chapitre 66** - Les charges financières correspondent aux intérêts des emprunts, s'élèvent à 51K€, en diminution de 14.34% par rapport au BP2023.

**Chapitre 042** - Les opérations d'ordre de transfert entre section n'ont pas d'impact sur la trésorerie. Ces opérations, pour un montant total de 387K€, correspondent aux dotations aux amortissements des immobilisations avec la prise en compte d'une estimation de l'application du *prorata temporis*.

Recettes de fonctionnement par chapitre :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE	BUDGET VOTE_2023	PROPOSITION BP_2024	Evolution BP2024/Budget voté 2023
<b>002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)</b>	<b>4 367 179,97 €</b>	<b>3 892 667,12 €</b>	-10,87%
013 - Atténuations de charges	36 560,00 €	<b>48 935,00 €</b>	33,85%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 718,00 €	<b>37 000,00 €</b>	78,59%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 108 550,00 €	<b>1 583 235,00 €</b>	42,82%
73 - Impôts et taxes	574 251,00 €	<b>574 250,60 €</b>	0,00%
731 - Fiscalité locale	5 681 244,00 €	<b>5 573 842,00 €</b>	-1,89%
74 - Dotations et participations	938 150,00 €	<b>1 010 170,00 €</b>	7,68%
75 - Autres produits de gestion courante	86 400,00 €	<b>84 800,00 €</b>	-1,85%
77 - Produits spécifiques	- €	<b>2 000,00 €</b>	
78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	450,00 €	<b>833,00 €</b>	85,11%
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT PREVUES</b>	<b>12 813 502,97 €</b>	<b>12 807 732,72 €</b>	<b>-0,05%</b>

Les recettes ont été déterminées en fonction de la moyenne des recettes obtenues sur les 3 dernières années, des tendances, du réalisé 2023, et des encaissements connus.

**Chapitre 70** - Les produits prévisionnels des services et du domaine s'établissent à 1.6M€, ils comprennent, principalement, les redevances de stationnement « Horodateurs » (424K€), les droits de stationnement « Bus » (238K€), les redevances des services périscolaires et d'enseignements (400K€), culturels (54K€) et sociaux (Crèche 302K€).

Il est à noter que les recettes de stationnement des bus et de l'accès au village ont été réaiguillées vers le Chapitre 70. En effet, il s'agit de droits de stationnement, et non d'un impôt à caractère fiscal. Elles n'apparaissent donc plus au Chapitre 73.

**Chapitre 73** - Les Impôts et taxes regroupent l'attribution de compensation et la Dotation de Solidarité Communautaire versées par la CASA. Ces recettes sont estimées à 574K€.

**Chapitre 731** - Nouveau Chapitre « Fiscalité locale » regroupe les recettes à caractère fiscal estimées à 5.6M€

D'après l'état fiscal n°1259, le produit fiscal attendu s'élève à 4.3M€.

La Commune a construit son Budget Primitif 2024 sans avoir besoin d'augmenter les taux d'imposition, et souhaite donc maintenir ces taux pour 2024, soit :

## AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024\_021-DE

Reçu le 04/04/2024

- TFPB (Taxe foncière sur les propriétés bâties) => 22.08 %
- TFPNB (Taxe foncière sur les propriétés non bâties) => 20.12 %
- THRS (Taxe d'habitation sur les résidences secondaires) => 13.27 %
- MTHRS (Majoration Taxe d'habitation sur les résidences secondaires) => 40%

Ce chapitre inclus, également, les recettes suivantes : la taxe de séjour estimée à 318K€ (qui sera reversée entièrement à l'EPIC OT comme l'exige la loi), les droits de mutation estimés à 750K€ et la taxe sur la consommation finale d'électricité estimée à 194K€.

**Chapitre 74** - Les dotations et participations sont estimées à 1M€ :

- Dotation Globale de Fonctionnement estimée à 35K€ issus uniquement de la Dotation de Solidarité Rurale, la Commune ne percevant plus de Dotation Forfaitaire de l'Etat depuis l'année 2022,
- Fonds de Compensation TVA sur les dépenses de fonctionnement d'entretien des bâtiments publics et de voirie N-1 (9K€),
- Subventions de fonctionnement de l'Etat (CAF: 727K€), Département (65K€), Participation financière de la Colle sur Loup dans le cadre de la convention « Petite enfance » et Participations des Communes dans le cadre de dérogations scolaires (171K€).

**Chapitre 75** - Les autres produits de gestion courante comprennent, principalement, les revenus des immeubles de la Commune, soit des loyers à hauteur de 75K€.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, un virement de la section de fonctionnement (Chapitre 023) de 2.2M€ est inscrit à destination de la section d'investissement (Chapitre 021), permettant l'autofinancement de cette section.

## IV. La Section d'Investissement

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. A titre d'exemple, pour le foyer d'un particulier, l'investissement concerne tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ... Il en est de même pour la Commune !

Le budget d'investissement de la Commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur

## AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024\_021-DE

Reçu le 04/04/2024

des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création (constructions, réseaux...).

- en recettes : principalement, la Taxe d'Aménagement (TAM) perçue en fonction des permis de construire, le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) une aide de l'Etat versée en fonction des dépenses d'investissement réalisés en N-1, et les subventions d'investissement attribuées et perçues en lien avec les projets d'investissement déposés et retenus.

### Dépenses d'investissement par chapitre :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE	BUDGET VOTE_2023	RAR 2023	NVELLES PREV.2024	PROPOSITION BP_2024	Evolution BP2024/Budget voté 2023
<b>001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté</b>	<b>79 998,83 €</b>	- €	<b>1 382 591,64 €</b>	<b>1 382 591,64 €</b>	1628,26%
020 - Dépenses imprévues (investissement)	248 800,00 €	- €	- €	- €	-100,00%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 718,00 €	- €	<b>37 000,00 €</b>	<b>37 000,00 €</b>	78,59%
041 - Opérations patrimoniales	1 376 942,07 €	- €	- €	- €	-100,00%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	64 710,00 €	- €	- €	- €	-100,00%
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 532 480,00 €	- €	<b>456 650,00 €</b>	<b>456 650,00 €</b>	-70,20%
20 - Immobilisations incorporelles	182 756,00 €	84 006,00 €	<b>234 146,09 €</b>	<b>318 152,09 €</b>	74,09%
21 - Immobilisations corporelles	1 032 351,98 €	251 703,25 €	<b>806 536,20 €</b>	<b>1 058 239,45 €</b>	2,51%
23 - Immobilisations en cours	2 229 463,69 €	663 487,07 €	<b>2 961 520,00 €</b>	<b>3 625 007,07 €</b>	62,60%
27 - Autres immobilisations financières	5 000,00 €	- €	<b>2 500,00 €</b>	<b>2 500,00 €</b>	-50,00%
4581001 - Convention Délégation Maîtrise d'Ouvrage - Tvx St Etienne	46 054,86 €	45 481,16 €	<b>573,70 €</b>	<b>46 054,86 €</b>	0,00%
4581002 - Convention Délégation Maîtrise d'Ouvrage - Tvx St Etienne	6 419,16 €	6 419,16 €	- €	<b>6 419,16 €</b>	0,00%
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT PREVUES</b>	<b>6 825 694,59 €</b>	<b>1 051 096,64 €</b>	<b>5 881 517,63 €</b>	<b>6 932 614,27 €</b>	<b>1,57%</b>

La situation financière de la Commune permet de maintenir un certain niveau d'Investissement qui sera autofinancé.

**Chapitre 16** - Il s'agit du remboursement du capital des emprunts.

**Chapitres 20, 21 et 23** - Les dépenses d'équipement inscrites au Budget Primitif 2024 représentent une enveloppe globale de près de 5M€, dont 4M€ de nouvelles prévisions consacrées aux études, travaux et achats évoqués lors du débat d'orientation budgétaire du 21 février 2024.

### Enveloppes budgétaires prévisionnelles des principales dépenses d'investissement pour l'année 2024 :

#### Familles

- Crèche :
  - Achat d'un minibus (45 000€)
- Groupe Scolaire :
  - Réaménagement des sanitaires – Ecole Maternelle (110 000€)
  - Modernisation numérique (44 000€)



- Etudes / Architecte Espace Muséal (480 000€)
- Restauration de la Chapelle Saint-Roch (510 000€)
- Restauration Roue du Moulin (85 600€)
- Etude/Diagnostic des Remparts (46 600€)
- Restauration et mise en circuit fermé de la Grande Fontaine – Village (20 000€)
- Micro Folie à la Médiathèque (61 386€)
- Acquisition de matériel pour les festivités (42 500€)

#### **Communication, Systèmes d'information**

- Refonte du site internet (52 000€)
- Web Radio – Création d'interviews / Podcasts (9 600€)
- Renouvellement Parc Informatique (35 380€) dont modernisation du serveur

#### **Environnement, Gestion de l'énergie et prévention des risques**

- Eclairage public, passage au led (236 520€)
- Rénovation de la toiture des Services Techniques (Dépôt Malvan) et installation de panneaux solaires (180 000€)
- Protection Voirie/Berge – Chemin du Cercle (150 000€)
- Etude Projet d'installation de panneaux solaires sur le toit de la Crèche (40 000€)

#### **Travaux de bâtiments / Réaménagement / Mise en conformité**

- Création de vestiaires – Local Police Municipale (111 900€)
- Réaménagement Accueil Mairie (55 000€)
- Climatisation / Chauffage : Espace Verdet (35 000€) – Bâtiment du Moulin (24 000€) – Bureau Direction – Ecole Maternelle (3 000€)

#### **Travaux Voiries**

- Requalification et aménagement de l'entrée village (700 000€)
- Revêtement de chaussée communale – Signalisation (265 700€) : Chemin de Rome Sud – Chemin du Cercle – Chemin de Saint-Etienne Sud – Route des Serres
- Aménagements de voirie : Délaissé RD 336 (70 000€)
- Création et installation de panneaux des entrées secondaires de la Commune (28 000€)
- Barrières de sécurité bois (25 000€)
- Rénovation des panneaux de rue (20 000€)

#### **Sécurité**

- Extension de la vidéoprotection (60 000€)

**AR Prefecture**

006-210601282-20240403-CM03042024\_021-DE

Reçu le 04/04/2024

Recettes d'investissement par chapitre :

RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE	BUDGET VOTE_2023	RAR 2023	NVELLES PREV.2024	PROPOSITION BP_2024	Evolution BP2024/Budget voté 2023
021 - Virement de la section de fonctionnement	3 947 377,40 €	- €	2 233 735,47 €	2 233 735,47 €	-43,41%
024 - Produits de cessions	1 070 000,00 €	- €	1 070 000,00 €	1 070 000,00 €	0,00%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	318 000,00 €	- €	386 800,00 €	386 800,00 €	21,64%
041 - Opérations patrimoniales	1 376 942,07 €		- €	- €	-100,00%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	841 731,18 €	- €	2 381 520,36 €	2 381 520,36 €	182,93%
13 - Subventions d'investissement	319 169,92 €	648 167,92 €	159 916,50 €	808 084,42 €	153,18%
4582001 - Convention Délégation Maîtrise d'Ouvrage - Tvx St Etienne	46 054,86 €		46 054,86 €	46 054,86 €	0,00%
4582002 - Convention Délégation Maîtrise d'Ouvrage - Tvx St Etienne	6 419,16 €		6 419,16 €	6 419,16 €	0,00%
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT PREVUES</b>	<b>7 925 694,59 €</b>	<b>648 167,92 €</b>	<b>6 284 446,35 €</b>	<b>6 932 614,27 €</b>	<b>-12,53%</b>

**Chapitre 024** – Correspondant à la vente du terrain ASI6 prévue sur l'exercice 2024.

**Chapitre 10** – Les Dotations, fonds divers (2.4M€) comptent le FCTVA (172K€) estimé en fonction des dépenses d'investissement réalisées en 2023, la Taxe d'Aménagement estimée à 424K€, et les excédents de fonctionnement capitalisés destinés à la couverture du besoin en financement de la section d'Investissement 2023 (1 785 520.36€, d'après l'affectation des Résultats 2023).

**Chapitre 13** – Les subventions d'investissements sont en hausse et représentent 808K€ dont 648K€ de restes à réaliser 2023.

Des dossiers de demande de subvention ont été déposés, et sont en cours d'instruction. Les subventions inscrites au Budget Primitif sont uniquement celles déjà attribuées. Les nouvelles demandes de subventions viendront alimenter les recettes d'investissement après réception d'un courrier officiel signifiant leur attribution.

**La section d'investissement s'équilibre à hauteur de 6.9M€.**